

Comment le Canada a déclaré la guerre au Japon

M. Mackenzie King expose les raisons qui ont forcé le gouvernement à déclarer la guerre au Japon sans attendre l'approbation formelle du Parlement — Menace à la liberté du Canada

Ottawa, 9 (D.N.C.) — *Texte français de l'allocution que le premier ministre du Canada, M. Mackenzie King, a faite à la radio hier soir:*

Tous les pays libres du monde, durant ces dernières semaines, avaient les yeux tournés vers l'endroit où se poursuivaient les négociations entre les gouvernements des Etats-Unis et du Japon. On osait espérer que ces négociations serviraient à établir une paix durable dans le Pacifique, tout en limitant l'étendue du conflit qui nous occupe.

Hier les peuples des Etats-Unis et de l'Empire britannique apprirent avec étonnement et stupeur que ces négociations, que les Etats-Unis avaient à cœur de mener à bien, ne représentaient pour les Japonais qu'une sorte de paravent derrière lequel ils préparaient une attaque contre le territoire et les forces des Etats-Unis et de Grande-Bretagne dans le Pacifique.

Par un calme dimanche après-midi, au Canada, on apprit la nouvelle que l'associé de Hitler en Orient s'était enfin lancé dans la mêlée aux côtés de l'Allemagne pour s'assurer la domination du monde. En tous points, le Japon suivit le mode d'agression inventé par les nazis: tromperie, terrorisme, violence. Rien n'y manqua; ce fut le véritable blitzkrieg.

Aujourd'hui le président des Etats-Unis et le premier ministre de Grande-Bretagne ont dénoncé, en termes non équivoques, une conduite aussi infamante. On s'est aussi rendu compte de la façon dont les gouvernements de chacun de ces deux pays ont répondu à ce défi. Je n'ai pas besoin de répéter ce que MM. Roosevelt et Churchill vous ont déjà dit. Ce soir, je veux simplement établir clairement la position du Canada dans cette lutte.

Le Canada a agi avec promptitude

Hier, aussitôt après avoir reçu la confirmation de l'ouverture de ce nouveau front des hostilités, je convoquais le cabinet pour 7 h. 30 du soir. Tout le monde se montra d'accord pour reconnaître que cette attaque du Japon était une menace pour la défense et la liberté à la fois du Canada et des autres nations du Commonwealth. Comme conclusion à nos délibérations, il fut décidé que le gouvernement du Canada devait immédiatement s'associer à la Grande-Bretagne dans cette guerre contre le Japon. Pour en arriver là, le cabinet s'inspira de l'autorité qui lui fut conférée au début de la guerre par le Parlement pour assurer la pleine et entière collaboration du Canada avec la Grande-Bretagne en vue de résister à l'agression. Un arrêté ministériel fut signé recommandant l'autorisation de Sa Majesté le Roi pour décréter l'existence d'un état de guerre entre le Canada et le Japon à partir du 7 décembre. Le document fut soumis au Roi après la réunion du cabinet; Sa Majesté lui donna la sanction royale cet après-midi à 1 h. 10, heure de Grande-Bretagne, soit 7 h. 10 du matin, heure d'Ottawa. Cette proclamation a déjà été publiée dans une édition spéciale de la *Gazette du Canada*.

Si mes collègues et moi-même avons agi avec une telle promptitude c'est que nous avions à l'esprit les promesses faites publiquement par M. Churchill aux Etats-Unis de la part de la Grande-Bretagne. La première de ces promesses date du 24 août; à cette date, j'étais moi-même l'hôte de M. Churchill qui déclara que, si les négociations entre le Japon et les Etats-Unis échouaient, le Royaume-Uni se rangerait immédiatement aux côtés des Etats-Unis. M. Churchill répétait cette déclaration de la part de la Grande-Bretagne le 10 novembre, lors d'un discours à la T.S.F. Cette fois, il déclara que, si le Japon entrait en guerre contre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne lui déclarerait la guerre à son tour en moins d'une heure.

Cinq jours plus tard, les forces canadiennes débarquaient à Hong-Kong; à ce moment-là, je déclarais que la défense contre l'agression présente ou future de toutes les parties du monde devenait partie de

la défense de chaque pays qui jouissait encore de la liberté. J'ajoutai que d'accord avec ce point de vue le gouvernement canadien avait cru bon d'envoyer des troupes canadiennes rejoindre les forces des autres parties du British Commonwealth postées en Orient. Nous savions que, à mesure que l'action japonaise se précisait, nos troupes pouvaient subir le feu de l'ennemi d'un moment à l'autre. Dans ces conditions, il nous apparut à mes collègues et à moi-même que le Gouvernement avait le devoir de prendre une décision le plus rapidement possible.

Tout d'abord, ma première pensée fut de convoquer le Parlement immédiatement afin que les deux Chambres fussent associées à cette déclaration d'un état de guerre entre le Canada et le Japon. J'avais déjà bien clairement défini l'attitude du Canada en ce qui regarde la coopération entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en Extrême-Orient. La présence des troupes canadiennes à Hong-Kong a reçu l'approbation entière de tout le pays. Dans notre esprit, aucun doute ne subsistait quant à l'approbation que le Parlement aurait donnée à notre décision. D'autre part, il aurait fallu presque une semaine pour réunir les membres du Parlement de toutes les parties du Canada. Il fut alors décidé que l'approbation formelle pouvait attendre que le Parlement fût réuni de nouveau au mois de janvier.

Je devrais peut-être mentionner ici que j'eus dans l'après-midi un entretien par téléphone avec M. Hanson, le chef de l'opposition, ainsi qu'avec MM. Coldwell et Blackmore, les chefs des groupes C.C.F. et Crédit Social à la Chambre, au cours duquel je leur donnai les renseignements reçus par le Gouvernement et les mis au courant de la décision de Sa Majesté le Roi de proclamer l'existence d'un état de guerre entre le Canada et le Japon, à partir du 7 décembre.

Les chefs de l'état major furent invités à conférer avec le gouvernement dans la soirée. A l'issue de cette réunion, il fut annoncé qu'en attendant la déclaration officielle de guerre, les forces armées avaient reçu ordre d'engager l'ennemi là où il se trouvait.

Les plans de défense arrêtés il y a déjà plusieurs mois, d'aucuns conjointement avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sont rapidement mis en exécution. Les mesures de contrôle économique et financier déterminées durant ces derniers mois, furent également amenées à jouer contre le Japon. Les mesures nécessaires à la sécurité furent prises et les règlements relatifs à la censure mis en force.

Cet après-midi, je notifiai le ministre du Japon qu'on remettrait leurs passeports aux personnels de la Légation et des Consultats aussitôt que les arrangements nécessaires seraient conclus pour assurer le retour au Canada des personnels de la Légation et du Commissariat du commerce en Extrême-Orient.

Un des résultats du commencement des hostilités entre le Canada et le Japon a été de mettre fin aux divers traités et accords existant entre les deux pays. Ceci inclut l'accord relatif à l'immigration qui fut conclu en 1928 et qui admettait au Canada un petit nombre d'immigrants du Japon, chaque année.

Cette politique du gouvernement est le résultat d'une étude sérieuse de la situation en Extrême-Orient depuis déjà plusieurs mois. Pendant tout ce temps, des consultations étroites se sont poursuivies entre les gouvernements du Canada, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Je désire ajouter un mot sur le statut des résidents japonais au Canada. Les nationaux japonais seront, en principe, traités de la même façon que les nationaux allemands ou italiens. Ceux qu'on aura lieu de croire dangereux seront immédiatement internés. Les autres nationaux japonais, de même que les Japonais naturalisés depuis 1922 devront se rapporter à la Gendarmerie Royale canadienne et signer l'engagement qui est exigé de tous les étrangers ennemis. Comme mesure de précaution, on a enregistré

les personnes d'origine japonaise au Canada et pris leurs empreintes digitales. Les autorités compétentes sont satisfaites de ce que la sécurité est désormais assurée et croient à la conduite loyale des résidents canadiens d'origine japonaise.

Permettez-moi d'ajouter un mot au sujet de la Chine. Les nations libres ont, aujourd'hui, conjugué leurs forces avec celles de Chine pour résister à l'agression japonaise. La cause de la liberté en Occident se confond maintenant avec la cause de la liberté en Orient dans une lutte qui est devenue une et indivisible. Nous combattons aujourd'hui non seulement pour sauvegarder la civilisation en Occident, mais aussi pour maintenir ce qu'il y a de meilleur dans la civilisation orientale.

La Chine en est à sa cinquième année de guerre contre le Japon. Si jamais une nation a combattu contre un destin qu'elle n'a pas mérité, cette nation-là, c'est la Chine. Les souffrances endurées par son peuple admirable ne sont comparables à aucune autre. Le vaillant courage des Chinois n'est pas surpassé dans les annales de l'humanité. L'assurance que les nations du Commonwealth et des Etats-Unis se joignent à leur combat pour la liberté grandira l'espérance du peuple de Chine.

De tout ce qui s'est passé hier, il ressort que toute l'attitude du Canada, la direction de notre effort de guerre, tout le dynamisme de notre vie nationale, devront maintenant être guidés par une guerre qui se passe sur deux océans au lieu d'un, qui a pris une ampleur accrue des nations les plus puissantes du monde.

Au parlement comme hors de ses murs, depuis le début de la guerre, j'ai toujours insisté sur les deux points suivants: premièrement, l'aspect mondial du danger; deuxièmement, le caractère moral de l'enjeu.

La plupart des pays ont mis deux ans à comprendre l'universalité du conflit. L'agression nazie contre le premier pays européen se propagea bientôt à tout le continent. D'Europe elle passa en Afrique. En Asie, le Japon avait déjà commencé son attaque contre la Chine, depuis des années. Voilà que l'attaque japonaise contre les possessions britanniques et américaines en Orient rapproche le conflit. C'est maintenant une guerre d'hémisphères aussi bien que de continents. A la bataille de l'Atlantique vient s'ajouter la bataille du Pacifique. Le danger d'encerclement mondial est devenu réalité aux quatre coins du globe. A cause de cette pression nazie, voilà que notre continent doit mobiliser toutes ses ressources pour faire face à ce conflit. Nous avons appris qu'aucune nation ne peut se suffire à elle-même, aucun continent, aucun hémisphère n'est assez grand pour pouvoir conserver sa liberté de ses propres forces. Nous en sommes arrivés au point où nous devons sauver la liberté elle-même, sauver le monde du chaos de l'anarchie universelle qui le guette.

Inutile d'insister sur l'issue de cette lutte. Le Japon vient de démontrer sans l'ombre d'un doute que les partenaires de l'Axe tentent de dominer le monde. Fondamentalement c'est devenu un conflit entre la force et la raison, entre la barbarie païenne et la civilisation chrétienne; entre un ordre social qui ne reconnaît pas l'individu et celui pour qui la personne humaine est sacrée. Conflit entre la tyrannie et la démocratie. Conflit qui doit décider si l'humanité doit marcher vers la liberté ou retourner à une existence pire que l'esclavage. N'oublions jamais que tout ce à quoi l'homme tient, tout ce qu'il honore de ce côté-ci de la tombe, est en danger dans cette guerre.